

Association for the Study of Peak Oil & Gas (ASPO)www.peakoil.net**ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DU PIC DE PÉTROLE ET DE GAZ
BULLETIN D'INFORMATION N°60 – DECEMBRE 2005**

L'ASPO est un réseau de scientifiques et autres, ayant pour but la détermination de la date et de l'impact du pic et du déclin de la production mondiale de pétrole et de gaz, dû aux ressources limitées.

Des sections nationales indépendantes existent ou sont en formation dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Canada, Égypte, Espagne, États-Unis, France, Irlande, Italie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

Missions :

1. *Évaluer les réserves mondiales de pétrole et de gaz et leurs définitions ;*
2. *Étudier leur épuisement, en tenant compte des facteurs économiques, technologiques, politiques et de la demande ;*
3. *Sensibiliser aux graves conséquences pour l'Humanité.*

Bulletins d'information : Les bulletins d'information futurs seront compilés sous les auspices de l'ASPO Irlande qui tient à jour les archives complètes des numéros précédents sur www.peakoil.ie

Les éditions en langues étrangères sont disponibles comme suit :

Espagnole : www.crisisenergetica.org

Française : www.oleocene.org (cliquer sur « [Newsletter](#) »)

Toute communication peut être adressée à l'ASPO IRLANDE sur www.peakoil.ie

SOMMAIRE**ASPO NEWS**

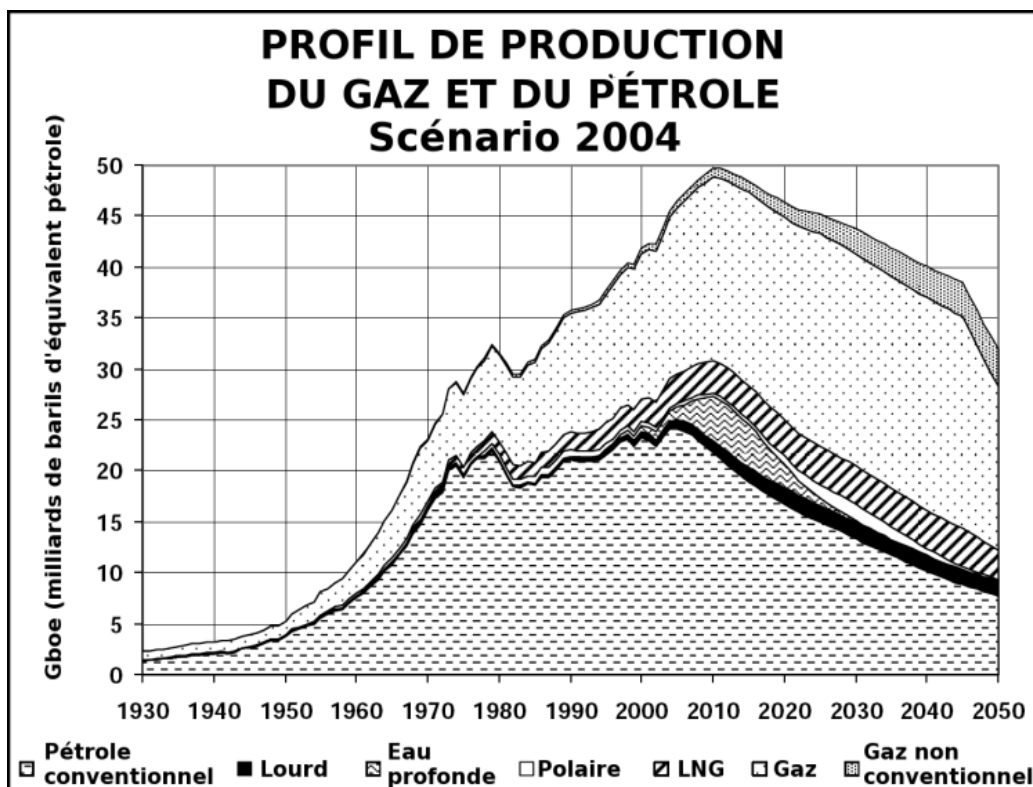
636. *Les fabricants automobiles s'éveillent au Pic Pétrolier*
637. *Conférence de Rimini*
638. *Prévisions des prix du pétrole de BP*
639. *Réserves saoudiennes*
640. *Réévaluation d'un pays – La Syrie*
641. *Une période étrange*
642. *La confession du Koweït*
643. *La richesse saoudienne*
644. *Paroles sensées à Washington*

645. *Plus de confusion autour de l'AIE*
646. *La nouvelle politique de la Suède pour se sevrer de sa dépendance pétrolière*
647. *Vitupération*
648. *La nouvelle politique énergétique de l'Angleterre*
649. *La descente énergétique*
650. *Critique de la Prospective Énergétique Mondiale de l'AIE*
651. *Le protocole de la déplétion du pétrole*
652. *Rapport de ASPO-Australie*

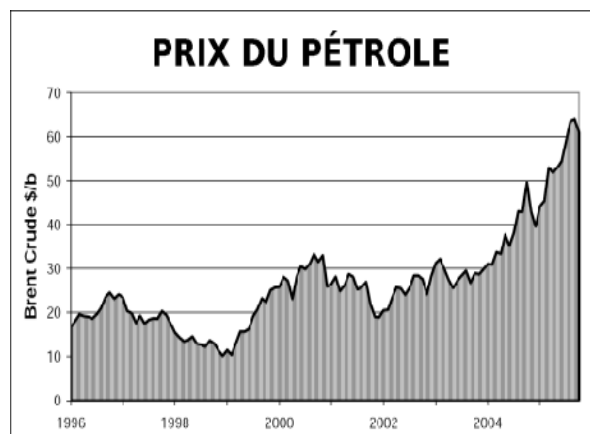
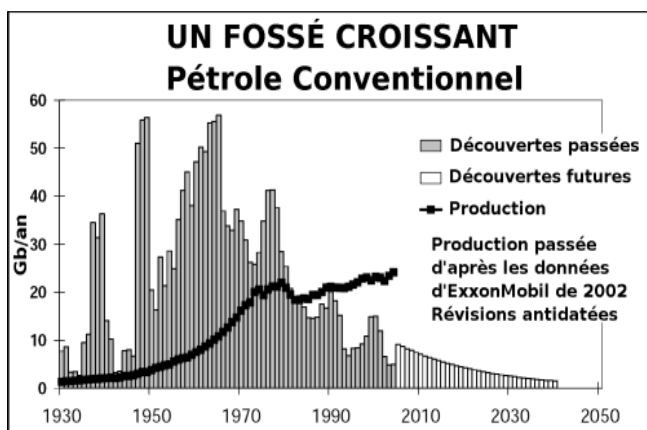
Calendrier des conférences et réunions futures**Index des évaluations de pays avec la référence du bulletin d'information**

Abu Dhabi	42	Brunei	54	Inde	52	Mexique	35	Syrie	60, 17
Algérie	41	Canada	48	Indonésie	18	Nigeria	27	Tchad	59
Angola	36	Chine	40	Iran	32	Norvège	25	Trinidad	37
Arabie S.	21	Colombie	19	Irak	24	Oman	39	Turquie	46
Argentine	33	Danemark	47	Italie	43	Pays-Bas	56	USA	23
Australie	28	Egypte	30	Kazakhstan	49	Pérou	45	Venezuela	22
Azerbaïdjan	44	Equateur	29	Koweït	38	Qatar	58	Vietnam	53
Bolivie	56	Gabon	50	Libye	34	Roumanie	55		
Brésil	26	GB	20	Malaisie	51	Russie	31		

Données générales de l'épuisement



PRODUCTION ESTIMÉE JUSQU'EN 2100							fin 2004			
Quantités			Débit journalier - Pétrole conventionnel (Mb/j)					Total	Année	
Gbo								(Gb)	du Pic	
Pétrole conventionnel										
Passé	Futur	Total	2000	2005	2010	2020	2050			
Champs connus	Nouveaux		US-48	4,5	3,4	2,7	1,7	0,4	200	1971
945	775	130	Europe	6,3	5,2	3,7	1,9	0,3	75	2000
	905		Russie	6,3	9,1	8,4	5,4	1,5	220	1987
	Tous les liquides		MO et Golfe	19	20	20	20	12	680	1974
1040	1360	2400	Autres	28	28	25	17	7	675	2004
			Monde	64	66	60	46	21	1850	2004
Scénario de base de 2004			Débit journalier - Autres (Mb/j)							
Le Moyen-Orient produisant à capacité (reporting anormal corrigé).			Lourd, etc.	1,7	2,3	3	4	4	151	2021
Le pétrole conventionnel exclut le pétrole de charbon, de schiste, de bitume, lourd, en eaux profondes, polaire et liquides de gaz naturel.			Eaux prof.	1,6	3,6	12	6	0	69	2011
			Polaire	1	0,9	1	2	0	52	2030
			Liquides GN	6,3	8	9	10	8	276	2035
			arrondis			0	1	2	2	
Révision du 26/09/2005			TOTAL	74	81	85	70	35	2400	2010



ASPO NEWS

Australie : ASPO-AUSTRALIE : voir sujet 652.

France : ASPO-FRANCE a été créée avec un comité composé de Pierre-René Bauquis, Carlos Cramez, Jean Laherrère et Jean-Luc Wingert, ouvrant un site internet www.ASPOFrance.org Il sensibilisera au Pic de Pétrole en France et y contribuera plus généralement à l'aide d'analyses et de commentaires.

Irlande : Les membres d'ASPO-IRLANDE ont fait des présentations à des leaders du monde des affaires et à une banque importante à Dublin, à l'Université de Cork et à la Société des ingénieurs du pétrole à Genève.

Italie : ASPO-ITALIE, sous la houlette du professeur Bardi, progresse dans la préparation du prochain atelier international d'ASPO en juillet 2006.

Pays Bas : La Fondation pour le Pic de Pétrole des Pays Bas a publié un rapport splendide sur l'épuisement par Rembrandt Koppelaar voir le www.peakoil.nl/images/ponlreport.pdf

Royaume-Uni : Le secrétaire de l'ASPO, Dr R.W.Bentley, a publié une lettre ouverte pénétrante passant en revue les positions contradictoires dans la communauté de l'énergie : voir le r.w.bentley@reading.ac.uk

États-Unis : ASPO-USA a tenu une conférence très réussie à Denver où des orateurs importants, y compris plusieurs membres de l'ASPO, se sont adressés à une assistance emballée de plus de 400 personnes, suscitant beaucoup d'intérêt de la part des médias. Richard Heinberg a ouvert un bureau pour favoriser un indispensable protocole international de l'épuisement.

636. Les fabricants automobiles s'éveillent au Pic Pétrolier

Les cadres de Ford Motor ont attiré l'attention sur les difficultés auxquelles font face l'industrie, citant le pic pétrolier comme un des facteurs. Ford et General Motors sont toutes deux en sérieuse difficulté financière avec des dettes massives tandis que Rovers, autrefois navire amiral de la Grande-Bretagne, a fait faillite.

Dans son discours adressée à la Society of Automotive Engineers (Société des Ingénieurs motoristes), « Conférence de Leadership Global à Greenbrier » Mark Fields, vice-président de Ford et président de la branche américaine, a noté que l'industrie automobile fait face à des défis plus spécifiques et dangereux, l'un d'entre eux étant que la production de pétrole approche de son maximum.

La conférence de Greenbrier de la SAE, tenue pour la première fois en 1950, est un événement annuel où se réunissent les fabricants automobiles, les fournisseurs et les dirigeants du monde des affaires.

Les événements de l'industrie automobile de la semaine dernière [ç.à.d la banqueroute de Delphi] prouvent que la feuille de route que l'industrie a suivi depuis 100 ans n'est plus valide. Les modèles économiques ont changé. Nous devons changer, nous aussi. A partir de maintenant, seuls les fabricants et fournisseurs qui trouvent de nouveaux moyens de travailler ensemble – et défrichent de nouveaux chemins inexplorés – survivront. Mark Fields a dit que l'industrie automobile fait face à sept défis spécifiques et sérieux :

- ◆ La mondialisation apporte plus de compétition aux USA.
- ◆ La balance du pouvoir de l'industrie s'est déplacée, avec la Chine et l'Inde émergeant comme marchés principaux.
- ◆ La dynamique du marché change, causant une intense compétition dans chaque part de marché.
- ◆ Les consommateurs deviennent encore plus exigeants.
- ◆ Les vues des consommateurs sur leurs automobiles changent plus rapidement que jamais, avec les voitures devenant de plus en plus une expression de leurs personnalités plutôt qu'un simple moyen de transport.
- ◆ La pression législative s'accroît.
- ◆ **La production de pétrole approche de son maximum, et le souci pour l'environnement grandit.**

Nous devons nous attaquer à chacun de ces sept défis. Des tripes, du courage et de nouvelles idées seront la clé pour gagner dans le jeu des véhicules à moteur aujourd'hui.

Dans un discours séparé à Greenbrier, Anne Stevens, la nouvelle vice-présidente de Ford et directrice des opérations en Amérique, a souligné le rôle critique de l'innovation pour faire avancer l'industrie de l'automobile.

Notant le développement par Ford des hybrides Escape et Mariner, ainsi que les avancées environnementales à l'usine de Rouge, elle a dit que les fabricants automobiles devaient en faire davantage dans tous les domaines tels que les carburants alternatifs, le biodiesel, les piles à combustibles et les véhicules à hydrogène.

Elle a toutefois exprimé à l'auditoire son inquiétude par rapport au nombre déclinant d'étudiants en sciences et ingénierie. Le futur de l'industrie de l'automobile états-unienne court le risque d'être complètement dépendant de la connaissance technologique résidant à l'étranger.

Les blocs élémentaires de l'industrie automobile s'érodent au moment où des nations telles que la Chine rassemblent leurs forces, a-t-elle dit, notant que :

- ◆ De moins en moins d'étudiants étudient les sciences et l'ingénierie. L'inscription dans les programmes d'ingénieur de première année est en baisse de plus de 5 % depuis 2002.
- ◆ L'ingénierie électrique commence également à décliner. Les sciences informatiques sont encore plus alarmantes -- avec des inscriptions en première année en baisse de 31 % depuis 2001,
- ◆ Cette année, la Chine diplôme cinq fois le nombre d'ingénieurs que les États-Unis et diplôme autant de docteurs.
- ◆ Aux États-Unis, les étrangers ont obtenus plus de 50 % des diplômes « masters degrees » en ingénierie et 63 % des doctorats.
- ◆ Moins de 20 % des ingénieurs diplômés aux États-Unis sont des femmes et seulement 10 % de la force de travail des ingénieurs est féminine. Cela en fait la profession au plus haut taux de ségrégation aux États-Unis de nos jours.

Cela ne présage rien de bon pour la capacité de production aux États-Unis -- et cela nous concerne directement. Si les États-Unis veulent maintenir leur savoir-faire en production, nous devons remplir ce pipeline d'ingénierie. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être lents sur le marché à cause d'une capacité technologique insuffisante de notre pays.

(Référence fournie par Jean Laherrère)

637. Conférence de Rimini

Une conférence intitulée *The Troubled Horizons of Oil : Sustainability or Apocalypse Soon ?* (« *Les horizons troublés du pétrole : soutenabilité ou bientôt l'apocalypse ?* ») s'est tenue à Rimini du 28 au 30 octobre sous les auspices du Centre Pio Manzu. Elle avait originellement été planifiée pour être une réunion des dirigeants du monde afin de mettre en place le protocole de Rimini, par lequel les importateurs s'accorderaient pour limiter les importations afin de se conformer au taux mondial de déplétion. Un tel protocole aurait l'effet de mettre la demande en accord avec l'offre, les prix mondiaux du pétrole redevenant alors en relation raisonnable avec les coûts de production, prévenant l'exploitation de la pénurie. Cela permettrait à leurs tours aux pays pauvres de subvenir à leurs besoins, forcerait les consommateurs à réduire le gaspillage et mettrait les énergies alternatives sur le devant de la scène. Mais évidemment, le comité d'organisation a été soumis à la pression des partisans de la Terre Plate pour miner cette initiative, qui a reçue une attention minimale.

Cependant, Mr Michael Meacher, un ancien Ministre britannique, et Mr James Schlesinger, un ancien Secrétaire d'état des États-Unis, ont été capables de souligner son importance, tandis que le secrétaire général de l'OPEP et les Ministres du pétrole de la Libye et de l'Algérie ont de façon prévisible tentés de convaincre l'audience qu'il n'y avait pas de contraintes de ressources. Les orateurs de l'AIE, de l'EIA et du CERA se sont positionnés eux mêmes entre les deux. Sharon Stone, l'actrice, a aussi parlé de responsabilités globales, attirant beaucoup d'intérêt des médias.

La conférence s'est tenue sous les auspices somptueux du Grand Hôtel, menant un des participants à faire la comparaison avec le *Titanic*, dont l'orchestre continuait à jouer alors que le navire s'enfonçait sous les vagues. Tandis qu'il s'agissait effectivement un peu d'une opportunité manquée par rapport au protocole, cela a certainement souligné les profondes pressions politiques et les intérêts liés avec ce qui devient rapidement un sujet d'actualité très sensible. Ceci est en soi même, dans un certain sens, prometteur, alors que l'establishment ne peut plus davantage écarter le *Pic Pétrolier* comme un problème mineur, étant maintenant forcé de rassembler ses forces de dénigrement afin de se distancier de la réalité.

Pendant ce temps, Richard Heinberg rapporte des progrès substantiels avec le protocole de déplétion (qui n'est plus nommé d'après Rimini) aux États-Unis, où un bureau s'ouvre pour le promouvoir. Seuls les plus fervents partisans de la communauté de la Terre Plate pourraient nier que le pétrole soit une ressource finie, ce qui signifie qu'il a un taux de déplétion (production annuelle en tant que pourcentage de ce qui reste). Diminuer la demande pour correspondre à la déplétion semble éminemment sensible. Si les gouvernements pouvaient être persuadés de calculer ce qu'est le taux de déplétion, la nécessité d'un tel protocole deviendrait évidente. Il semble que le secrétaire de l'énergie des États-Unis demande aux compagnies pétrolières de le faire.

638. Prévisions des prix du pétrole de BP

Le *Daily Telegraph* du 5 Novembre rapporte que Lord Browne, le chef exécutif de BP, prédit que les prix du pétrole vont dégringoler à 40 \$ ou au-dessous. Il ajoute que le directeur de l'Association des Détaillants de Carburants explique cette déclaration comme un effort pour dissuader le Chancelier britannique d'imposer un

impôt sur les profits exceptionnels, incité par des craintes que la Grande-Bretagne suive le plan annoncé par le gouvernement français de le faire si les prix demeurent élevés. Le chef exécutif de BP a certainement la responsabilité de faire de son mieux pour protéger les intérêts de ses actionnaires de nouvelles impositions de taxes, qui seraient toutes plus grandes si lui même avait une participation. Lord Browne peut en effet avoir raison : les prix s'effondreraient si une sérieuse récession économique diminuait la demande.

639. Réserves saoudiennes

Le New York Times du 27 octobre comporte un rapport se référant aux déclarations de Mr Edward Price, l'ancien directeur de l'exploration d'Aramco, de sorte que les déclarations de nouvelles découvertes substantielles en Arabie Saoudite sont en conflit avec les preuves des explorations précédentes effectuées alors qu'Aramco était dirigée par des compagnies internationales majeures. Il a révélé plus loin qu'il avait été informé par les Saoudiens que leurs hautes estimations étaient basées sur l'étude maintenant discréditée de 2000 de l'USGS, et pas sur un nouveau travail de leur part.

640. Réévaluation d'un pays – La Syrie

La lettre d'information a maintenant couvert la plupart de principaux pays producteurs, aussi, il est peut-être temps de mettre à jour des évaluations précédentes, en commençant par la Syrie, la première à avoir été décrite (N°17 de mai 2002).

Syrie

La Syrie, qui couvre une surface de 186 000 km², supporte une population de 18 millions d'habitants, qui se trouve sur la partie nord de la péninsule arabique, bordant la Turquie, l'Irak et le Liban. Une petite partie de littoral méditerranéen donne directement sur des montagnes montant à plus de 3000 mètres, qui s'ouvrent à l'est vers des plaines rocailluses et arides, connues comme le désert syrien. La rivière Euphrate passe à travers l'est de la Syrie avant d'entrer en Irak, alors que la rivière Oronte coule le long de la partie ouest du pays.

C'est une terre anciennement peuplée depuis plus de 6 mille ans¹, ayant beaucoup de références bibliques, avant de devenir une partie des empires grec et romain, où on y trouvera, à l'époque, une culture florissante. Sa domination s'étend alors bien au-delà de ses frontières actuelles pour inclure ce qui est maintenant la Jordanie, Israël, la Palestine et le Liban. Au 7^{ème} siècle, elle est envahie par les puissances arabes, émanant de Bagdad et de Turquie. Elle attira l'attention des croisés chrétiens voulant contrôler les lieux saints de Jérusalem. Pendant cette période, il y eu beaucoup de discorde entre les factions, incluant la montée de l'éternel division religieuse Sunnite - Chiite.

La Syrie fût incorporée à l'Empire Ottoman au 16^{ème} siècle, avant de tomber aux mains des Égyptiens en 1831. Des conflits religieux supplémentaires s'en suivirent avec les revendications des rivaux chrétiens Maronites et Druse, en n'oubliant pas les marchands juifs. En tant que partie de l'Empire Ottoman, la Syrie se trouva elle-même alliée à l'Allemagne dans la Première Guerre Mondiale, puis envahie par les forces britanniques et françaises en 1917.

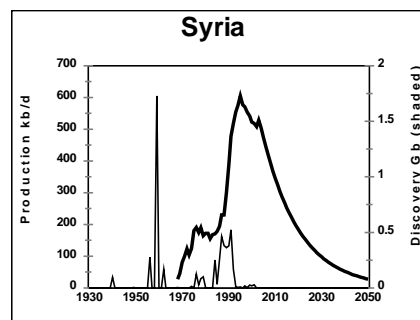
La défaite de l'Empire Ottoman conduit à une cassure au Moyen-Orient, incluant la Syrie, avec la création de nouvelles administrations politiques sous des mandats français et britanniques, couverts par la Société des Nations. Après des disputes, la Syrie et le Liban tombèrent fermement sous le contrôle français, alors que des factions rivales dans le pays cherchaient plus d'indépendance.

SYRIE		Pétrole conventionnel
Population M		18
Taux Mb/j		
Consommation	2004	0,26
Par habitant b/a		6
Production	2004	0,5
	Prévision 2010	0,35
	Prévision 2020	0,18
Découverte moyenne à 5 ans Gb		0,01
Quantités Gb		
Production passée		0,18
Réserves rapportées prouvées*		2,5
Production Future - total		2,8
De champs connus		2,5
De nouveaux champs		0,3
Production passée et future		7,0
Taux d'épuisement actuel		6,1 %
Date de mi-point d'épuisement		2000
Date du pic de découverte		1966
Date du pic de production		1995

*Oil & Gas Journal

1 NdT : l'article original mentionne 6 millions d'années ce qui est manifestement erroné.

Les forces britanniques et les forces françaises libres occupèrent encore le territoire pendant la Seconde Guerre Mondiale avant de se retirer en 1946. Les deux pays devinrent alors pleinement indépendants faisant face à des luttes internes, des coups d'états sanglants et à des dictatures militaires. Les tensions furent enflammées par l'assujettissement des Palestiniens par les Israéliens, poussant la Syrie à forger une alliance avec l'Égypte en 1958 dans l'espoir de former un état pan-arabe. Cette entité avait des sympathies bassistes, étant une variante arabe du communisme. Mais le projet tomba en 1961, bien qu'un régime bassiste retourne au gouvernement en 1963, proposant une alliance avec l'Irak. Le Général Hafez al-Assad, commandant des forces aériennes syriennes, prit le pouvoir en 1970, comme homme fort aimant beaucoup le soutien populaire. Les conflits avec Israël s'ajoutèrent aux difficultés conduisant à la fois à la perte de territoire et à l'occupation du Liban à partir de 1976. Le Général Hafez al-Assad mourut en 2000, succédé par son fils Bashar. Son régime est maintenant sous la pression des États-Unis, étant accusé de complicité dans l'assassinat de Rafiq Hariri, le Président du Liban le 14 février 2005, conduisant au retrait des forces syriennes de ce pays. Des analystes ont vu l'assassinat comme un incident forcé pour renforcer le contrôle par les États-Unis de pipelines clés servant à l'exportation du Moyen-Orient, pour aider à soumettre l'Irak et améliorer la position d'Israël.



En termes géologiques, la plupart du pays se trouve sur une plate-forme superficielle, où les perspectives sont limitées à de possibles parties paléozoïque, et se limitent sûrement, si il y a quelque chose, à du gaz. Le nord, cependant, s'étend dans la prolifique ceinture de pétrole du Mésozoïque du Moyen-Orient. Le premier gisement de pétrole significatif a été trouvé en 1940, étant suivi, après la Seconde Guerre Mondiale, par plusieurs autres, incluant Suwaidiyah en 1959, qui est classé comme un gisement géant avec une quantité ultime de 1,5 Gb. Shell a eu une longue présence dans le pays. Bien que l'exploration et l'exploitation aient été quelque peu ralenties par le climat politique difficile, 300 puits ont été creusés, suggérant que la majeure partie de la grande structure prometteuse du pays a été explorée. Le forage de puits atteint son maximum en 1992, avant de tomber à une moyenne de 6 puits par an au mieux sur les 5 dernières années. Sur cette base, l'exploration devrait s'arrêter en 2020, avec un total de 350 puits. Il reste quelque potentiel pour la partie Paléozoïque profonde, alimenté par le Silurien, mais si cela se confirme, ce devrait être du gaz plutôt que du pétrole. Le pays n'a pas de potentiel non-conventionnel reconnu.

La production a commencé en 1968, a piqué en 1995 et se trouve maintenant sur un déclin de 6 % par an. Des réserves de 2,5 Gb sont provisoirement acceptées ici, bien que la crédibilité de ce chiffre soit entachée par le fait qu'il n'ait pas changé depuis 11 ans. D'importants pipelines, actuellement fermés, parcourent le pays depuis Kirkouk en Irak vers la Méditerranée. Ils devraient reprendre de l'importance si la stabilité revenait en Irak, donnant à la Syrie le rôle d'un pays de transit, ayant alors de sérieuses implications politiques.

Il est difficile de déterminer comment la Syrie se portera pendant la Seconde moitié de l'Âge du Pétrole. Elle a eu certainement une histoire volatile, bien que son peuple ait survécu et se soit développé d'une manière ou d'une autre face à l'adversité. La Syrie est vulnérable parce que elle se repose sur d'importants pipelines d'exportation du Moyen-Orient, que des pays consommateurs occidentaux pourraient chercher à contrôler, mais si c'est une invasion ratée, son peuple pourrait probablement trouver un futur supporté par un commerce et une agriculture modeste, comme par le passé.

641. *Une période étrange*

Nous semblons vivre dans une période étrange donnant un certain pressentiment intangible. Les prix du pétrole se sont temporairement calmés, dans une large mesure grâce à la bonne volonté de l'Europe pour envoyer 2 millions de barils par jour de produits raffinés de leurs réserves vers les États-Unis. Ce geste était en réponse aux ouragans qui ont frappé les États-Unis, mais touche maintenant à sa fin, car les besoins propres de l'Europe ont clairement priorité. Par conséquent, nous pouvons prévoir que les prix du pétrole vont reprendre leur montée enivrante dans les semaines et les mois qui viennent. En dépit d'héroïques commentaires officiels disant le contraire, et d'un marché financier haussier basé sur des valeurs intrinsèques suspectes, des signes imminents d'une crise dans l'économie semble se construire, étant accompagnés de manière prévisible par des émeutes en France et en Angleterre tandis que les minorités ethniques pauvres montrent leur ressentiment. La liste de chômeurs s'allonge en Allemagne. Des troubles et la faim règnent sur la plupart de l'Afrique. L'Amérique latine semble être en train de se tourner vers de nouvelles formes d'union pour préserver ses ressources et restaurer un sens au mot souveraineté. Même aux États-Unis, une résolution citoyenne a été passée dans « The State capital Building » du Vermont le 11 novembre, appelant l'état à faire sécession de l'Union, ce qui est son droit constitutionnel, droit exercé pour la dernière fois par la Caroline en 1861. En

Angleterre, Mr Blair souffre d'une cinglante défaite au Parlement sur la législation anti-terroriste : des politiciens ont conclu évidemment que c'était son soutien pour l'invasion de l'Irak qui mit la menace terroriste en première place. En Irak elle-même, la résistance à l'occupation continue avec des explosions aléatoires de bombes, et un nombre croissants de morts. Probablement, plus de 500 000 innocents sont maintenant morts des conséquences directes et indirectes de l'invasion. Les hôtels de touristes en Jordanie ont aussi été victimes d'attentats. La Syrie est sous la pression des États-Unis, étant accusée de complicité dans l'assassinat du président libanais (voir article 640).

Isolés, ces événements pourraient avoir peu de signification mais, mis ensemble, ils semblent nous donner le pressentiment que les choses ne seraient pas vraiment ce qu'elles seraient si le spectre du *Pic Pétrolier* ne se présentait pas lui-même comme une menace imminente. Des manifestants doivent marcher à Londres le 3 Décembre sous la bannière du *Pic Pétrolier*.

642. La confession du Koweït

Les réserves rapportées du Koweït sont suspectes depuis qu'une augmentation invraisemblable de 50 % fut annoncée en 1985. Il commence maintenant à admettre l'épuisement selon l'article suivant. Il n'est pas surprenant que la production du champ de Burgan, trouvé en 1938, diminue avec son âge. Dans les premières années, on estimait qu'il contenait 60 Gb², dont environ la moitié a maintenant été probablement extraite. Le deuxième plus grand champ, Raudhatain est beaucoup plus petit, avec environ 9 Gb. Ainsi, augmenter la production nette, une fois que Burgan sera en déplétion, est presque impossible.

Il est difficile d'expliquer l'augmentation invraisemblable des réserves rapportées en 1985. Avant l'augmentation, les réserves rapportées étaient de 64 Gb, ayant produit 22 Gb, cela signifie que les réserves initiales étaient de 86 Gb, ce qui est poché des 90 Gb rapportés en 1985. Ainsi, l'explication la plus simple est que le Koweït s'est mis à publier le chiffre des réserves *initiales* à la place des réserves *restantes*, ce qui expliquerait également pourquoi les évaluations qui ont suivi n'ont pas diminué parallèlement à la production.

Mais il y a une explication alternative en termes d'amélioration du taux de récupération. Si les 86 Gb rapportés en 1984 étaient basés sur un taux de récupération conventionnel de 30 %, alors le pétrole en place aurait été de 286 Gb. Si le Koweït suppose un taux de récupération de 40 %, ce qui ne serait pas irréaliste, cela monterait les découvertes à 114 Gb, qui, avec 22 Gb ayant déjà été produits, laisse des réserves de 92 Gb, comme en effet elles ont été rapportées en 1987. La production totale en 2004 étant de 32 Gb, cela signifie sur cette base que les réserves actuelles seraient de 82 Gb, ce qui est encore inférieur aux 99 Gb revendiquées.

Un autre article technique (Azim, AAPG 2005) signale que le réservoir inférieur de Burgan fournit 74 % de la production du nord du Koweït à un taux de récupération de 44 %, que l'on peut espérer améliorer plus tard. Certains des champs du nord du Koweït enjambent la frontière mal définie avec l'Irak, qui suscite évidemment maintenant de nouvelles attentions. En l'absence d'accords d'union, le Koweït est capable de récupérer le pétrole de l'Irak simplement en pompant plus fort, ce qui était en effet l'une des difficultés qui mena à la guerre du Golfe. Cela pourrait être une solution pour améliorer le taux de récupération. En plus des questions des réserves et du taux de récupération, la question du niveau de production se pose. Assurer un taux de récupération élevé devient souvent plus difficile, impliquant un niveau de production inférieur, signifiant qu'il peut devenir de plus en plus difficile de maintenir le niveau courant.

En outre, l'émir du Koweït doit certainement avoir des petits-enfants à qui il pourrait aimer laisser un héritage. Si oui, il aurait de bonnes raisons de produire à un bas niveau pour augmenter la durée d'exploitation plutôt que de tout laisser partir au profit de ses clients étrangers. La seule difficulté ici est que le reste de sa fortune est probablement déjà à Wall Street, signifiant qu'il a de bonnes raisons de soulager le marché.

Le gisement de pétrole de Burgan au Koweït, le 2ème plus grand champ du monde est « épuisé »

2005-11-10 03:29 (New York)

Par James Cordahi et Andy Critchlow

9 novembre (Bloomberg) -- La production du champ de pétrole koweïtien qui est le deuxième plus grand champ du monde est « épuisée » et décline après plus de 6 décennies de pompage, forçant le gouvernement à augmenter les dépenses sur de nouveaux gisements, a déclaré le président de la compagnie pétrolière d'état. Le plateau de production du champ de Burgan sera d'environ 1,7 millions de barils par jour, plutôt que les 2 millions par jour attendu qui devaient être maintenus pendant les 30 à 40 dernières années du champ comme l'avaient prévu les ingénieurs, a indiqué Al-Zanki de Farouk, Président des compagnies pétrolières d'état. Le Koweït a planifié de dépenser environ 3 milliards de dollars par an pendant les trois prochaines années afin d'augmenter la production et les exportations, ce qui correspond à une dépense trois fois supérieure à la moyenne actuelle.

2 NdT : Gb - Milliard de baril (traduction de Gigabaril)

Pour augmenter les approvisionnements de pétrole, « Burgan seul ne sera pas suffisant parce que nous l'avons épuisé, avec des possibilités de production maintenant nettement inférieures à ce qu'elles étaient » a dit Al-Zanki, lors d'une entrevue dans son bureau à Ahmadi, situé à 20 kilomètres au sud de Koweït city. « Nous avons essayé 2 millions de barils par jour, nous avons essayé 1,9 millions, mais 1,7 millions est le niveau optimum pour les équipements et pour l'économie ».

Les producteurs de pétrole du golfe Persique, qui fournissent environ un cinquième de la demande mondiale, se précipitent pour trouver de nouvelles réserves, pour construire plus de pipelines et de terminaux d'exportation afin de compenser le niveau de production en baisse des réservoirs les plus anciens. Tout retard dans le remplacement des approvisionnements peut pousser les prix du pétrole au plus haut et ralentir la croissance économique affirme l'Agence Internationale de l'Énergie dans un rapport de cette semaine.

Il est sûr que le plateau dans l'approvisionnement, si il est atteint, serait plus haut qu'une projection de l'AIE. Cette semaine le groupe basé à Paris annonça que la production de la région du grand Burgan augmentera de 1,35 millions de barils par jour en 2004 à 1,64 millions par jour en 2020, avant de tomber à 1,53 millions par jour en 2030. Le champ pompe aujourd'hui entre 1,3 million et 1,7 millions de barils par jour, affirme Al-Zanki.

Approvisionnement Soutenable?

Le débat sur le niveau de production soutenable au Moyen Orient a avancé cette année, après la publication de « Crépuscule dans le désert : Le prochain choc pétrolier de l'Arabie Saoudite et l'économie mondiale » par l'investisseur Matthew Simmons. Dans le livre, il a affirmé que le fait d'injecter de l'eau dans les champs saoudiens peut mener au déclin rapide de production. Les fonctionnaires saoudiens ont rejeté ces accusations. Mis en production en 1948, Burgan constitue plus de la moitié des 96,5 milliards de barils du Koweït soit 55 milliards de barils. Seulement le gisement de pétrole de Ghawar en l'Arabie Saoudite, à environ 500 kilomètres (313 milles) au sud, lui est supérieur. La référence du pétrole a New York a vu son prix tripler au court des 4 dernières années atteignant un record à 70,85 \$ le 30 août dernier, car des pays comme le Koweït et l'Arabie Saoudite n'ont pas assez investi pour augmenter leur capacité de production pour faire face à une augmentation de la demande plus rapide qu'escomptée des pays comme la Chine, l'Inde, et les États-Unis. Le Koweït a pompé le mois dernier 2,5 millions de barils par jour, équivalent à 3 % de la demande globale, selon des données de Bloomberg. Ce qui est inférieur aux presque 3 millions de barils par jour du pic de 1972, selon la direction d'Arab Oil & Gas. « L'industrie pétrolière du Koweït exige un investissement significatif et a besoin de compagnies pétrolières internationales pour lui donner un coup de pouce pour commencer à augmenter les capacités de production » affirme Colin Lothian, analyste senior de l'énergie au Moyen Orient à Wood MacKenzie Ltd, un consultant en industrie pétrolière basé à Edimbourg, lors d'une entrevue téléphonique. Burgan seul a assez de réserves pour soutenir 2 ou 3 millions de barils par jour, mais ces derniers ont déjà été produits, dit Al-Zanki dans une entrevue il y a deux jours. Les réserves diminuent et ont besoin d'être complétées avec d'autres réservoirs, a-t-il poursuivi.

La reprise ciblée

Les plans de la famille régnante de l'émirat visent à augmenter la capacité de production d'environ 18 % passant de 2,55 millions de barils par jour aujourd'hui, à 3 millions vers la fin de la décennie, et au moins à 4 millions d'ici 2020.

Les consommateurs de pétrole seront plus dépendants envers les approvisionnements du Moyen Orient dans les années à venir et vulnérables à des prix plus élevés et à une croissance économique plus lente si des investissements sont retardés, dit l'AIE, un conseil de 26 nations consommatrices, lors de son rapport annuel du 7 novembre.

Petrofac Ltd et ses rivaux SK Engineering & Construction Co. ont gagné deux contrats de plus de 1,6 milliards de dollars cette année pour améliorer et remettre à neuf 20 usines de séparation du gaz et du pétrole pour l'exportation dans le nord-ouest du Koweït. Ceci est un travail de préparation pour permettre aux compagnies pétrolières internationales de développer quatre gisements de pétrole près de la frontière avec l'Irak. « Vous devez développer plus de réserves afin de soutenir la demande future » a dit Al-Zanki qui a été nommé président de Kuwait Oil l'année dernière. Kuwait Oil constitue le monopole d'état qui produit le pétrole et le gaz koweïtien. Dans un plan de 10 ans connu sous le nom de Project Kuwait, l'Émirat peut inviter des compagnies telles qu'Exxon Mobil Corp., Royal Dutch Shell Plc et BP Plc à investir environ 8,5 milliards de dollars afin de quasiment doubler la production dans les champs nordiques de l'Émirat à 900 000 barils par jour d'ici 2025. Ce projet serait la première fois depuis les années 70 où les compagnies étrangères opéraient sur des gisements de pétrole koweïtiens.

(Références fournies par John Lyles et Franco di Cesare)

643. La richesse saoudienne

On rapporte que la veuve du Roi Fahd poursuit en justice le domaine de maison particulière de Londres et demande 50 milliards de dollars en tant que part de son héritage. La majeure partie de la fortune du roi a été accumulée pendant des périodes de prix du pétrole relativement bas, ainsi les futures veuves royales attendront ce moment avec encore plus d'impatience, même si elles doivent partager l'héritage entre elles. Les

économistes de la Terre Plate feront certainement un bon accueil à ces nouvelles liquidités, qui stimuleront probablement le commerce de bijoux - l'or peut en effet faire un retour sur le devant de la scène.

644. Paroles sensées à Washington

Le sénateur James Schlesinger, ancien chef de la CIA et Secrétaire d'État, a présenté à la Commission des Affaires Étrangères du Sénat un graphique pratiquement identique à la figure *Growing Gap* (Un fossé croissant) en couverture de ce bulletin.

Roscoe Bartlett, membre du Congrès, fait de même un excellent travail, disant en substance devant un public à Denver que « le fait qu'il soit Républicain ne signifie pas qu'il soit un imbécile ». James Woolsey, ancien directeur de la CIA, a aussi pressé son pays de réduire sa demande de pétrole.

Une Résolution (#507) a été adoptée par la Chambre des Députés demandant au gouvernement « d'envisager les inévitables défis du *Pic Pétrolier* ». Il est gratifiant de voir ce terme utilisé, ce qui légitime les efforts de l'ASPO (Association for the Study of *Peak Oil & Gas*).

Il semblerait que les États-Unis, que le reste du monde ne portait pas dans son cœur ces dernières années, pourraient encore une fois mobiliser leur force et leur dynamisme bien connus pour organiser une politique judicieuse pour la Seconde Moitié de l'Âge du Pétrole. L'ex-Président Jimmy Carter a lui aussi réclamé une nouvelle approche, comme en témoigne l'extrait suivant de son dernier livre, *Nos valeurs menacées : la Crise Morale de l'Amérique*.

Ces dernières années, je suis devenu de plus en plus préoccupé par nombre de politiques gouvernementales radicales qui menacent bien des principes de base adoptés par les administrations précédentes, démocrates et républicaines. Cela comprend les engagements fondamentaux de l'Amérique envers la paix, la justice économique et sociale, les libertés civiles, notre environnement et les droits de l'homme. Sont également menacés nos engagements historiques à dispenser une information véridique, traitant les points de vue et opinions divergentes avec respect, à l'autonomie fédérale et locale et à la responsabilité fiscale.

En même temps, nos dirigeants politiques se sont déclarés indépendants des contraintes des instances internationales et ont renié des accords globaux de longue date — dont les accords sur l'armement nucléaire, le contrôle des armes biologiques et le système de justice international.

Au lieu de notre traditionnelle priorité nationale d'engagement envers la paix à moins que notre sécurité soit directement menacée, nous avons proclamé une politique de « guerre préventive », un droit total d'attaquer unilatéralement d'autres nations pour renverser un régime détestable ou pour toute autre raison. Quand nous sommes en sérieux désaccord avec d'autres pays, nous les cataloguons comme parias internationaux et refusons toute franche discussion pour résoudre nos différends.

Sans égard pour les coûts, les dirigeants américains s'emploient avec détermination à exercer une domination impériale sur le reste du monde. Cette politique révolutionnaire a été orchestrée par ceux qui pensent que les énormes pouvoir et influence de notre nation ne devraient souffrir aucune limitation internationale. Même avec nos troupes engagées au combat et l'Amérique confrontée aux risques d'autres attaques terroristes, notre déclaration « vous êtes soit avec nous, soit contre nous » a remplacé la formation des alliances basée sur une compréhension claire et mutuelle de nos intérêts communs.

Je réalise autre chose de dérangent, à la différence des autres périodes de crise nationale, le fardeau du conflit est désormais exclusivement concentré sur les quelques hommes et femmes héroïques envoyés et renvoyés sans cesse dans le bourbier irakien. Aucun autre sacrifice n'a été demandé au reste de notre pays, et tous les efforts ont été faits pour dissimuler ou minimiser la prise de conscience publique des pertes.

Au lieu d'entretenir notre rôle de grand défenseur des droits de l'homme, nous voyons les libertés civiles et la vie privée largement enfreintes dans certains aspects du Patriot Act.

Tout aussi préoccupant est le rejet de la Convention de Genève et l'adoption de la torture en Irak, en Afghanistan et à Guantanamo, et de façon secrète par procuration chez des régimes alliés grâce au fameux programme de restitutions extraordinaires. Il est gênant de voir le président et le vice-président soutenir que la CIA devrait être libre d'infliger des « traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants » sur des détenus en Amérique. Au lieu de réduire notre dépendance envers les armes nucléaires et leur prolifération, nous soutenons notre droit (et celui des autres) à conserver notre arsenal, à l'étendre, et ainsi à abroger ou déroger pratiquement à tous les accords de contrôle des armements négociés ces 50 dernières années. Nous sommes désormais les principaux responsables de la prolifération nucléaire globale. L'Amérique a également abandonné son principe de ne pas employer en premier lieu l'arme atomique contre les nations non-nucléaires, et envisage le déploiement d'armes dans l'espace en dépit de son interdiction.

La protection de l'environnement a été passée à la trappe par un gouvernement soumis au lobbying des industries pétrolières et autres puissants groupes de pression. Ces cinq dernières années, les normes de pollution ont été revues à la baisse et notre politique environnementale a été mondialement condamnée.

Notre gouvernement a renoncé à la responsabilité fiscale par des faveurs sans précédent pour les riches tandis qu'étaient négligées les familles travailleuses américaines. Les membres du Congrès ont augmenté

leurs propres salaires de 30.000 \$ par an tandis qu'ils gelaient le salaire minimum à 5,15 \$ par heure (le plus bas de ceux des pays industrialisés).

Je suis extrêmement soucieux de la dérive fondamentaliste dans bien des maisons de cultes et au gouvernement, avec l'église et l'état devenus plus imbriqués qu'on n'aurait jamais pu l'imaginer.

En tant que seule superpuissance mondiale, les États-Unis devraient être perçus comme l'inébranlable champion de la paix, de la liberté et des droits de l'homme. Notre pays devrait être le point focal autour duquel les autres nations pourraient se rassembler pour combattre les menaces contre la sécurité internationale et pour améliorer la qualité de notre environnement. Nous devrions être en première ligne de toutes les assistances humanitaires dont le monde a besoin.

Il est temps que les divisions politiques profondes et troublantes de notre pays soient conséquemment guéries, avec des Américains unis dans un engagement commun pour ranimer et nourrir les valeurs historiques, politiques et morales que nous avons épousées ces 230 dernières années.

(Références fournies par Chris Sanders et Robert Hirsch)

645. Plus de confusion autour de l'Agence Internationale de l'Énergie

L'AIE a récemment publié un rapport *From Resources to Reserves* qui veut démontrer à quel point les nouvelles technologies vont augmenter les réserves. Cette notion y est illustrée par une courbe (figure 1-20) représentant l'apparente « augmentation de réserve » par le passé dans la Mer du Nord, supposant que les technologies encore à découvrir en rajouteront davantage. Jean Laherrère (voir www.oilcrisis.com) explique que non seulement l'AIE a utilisé une échelle inappropriée pour cette courbe, mais qu'en plus la production passée avait évolué conformément aux découvertes antérieures et non grâce à un quelconque développement technologique.

Il est notoire que l'Union Européenne perd confiance dans les informations fournies par l'AIE et qu'elle va instituer un nouveau groupe pour aborder le Pic Pétrolier, bien que l'AIE continuera à fournir un paravent utile pour protéger ceux qui voudront se cacher derrière.

(NDT l'analyse de Laherrère : http://www.oilcrisis.com/laherrere/EIA_ShellNorthSea.pdf)

646. La nouvelle politique de la Suède pour se sevrer de sa dépendance pétrolière

Le Premier Ministre de Suède a annoncé une nouvelle politique visant à limiter fortement l'usage du pétrole pour le chauffage et le transport d'ici 2020, se basant sur les travaux de l'ASPO à l'Université d'Uppsala. Il y a plein d'arbres en Suède et la Finlande voisine développe de nouvelles capacités nucléaires.

(Référence fournie par Prof. Aleklett)

647. Vitupération

Le site suivant accuse l'éditeur de ce bulletin de malhonnêteté et d'incompétence, ainsi que d'avoir des tendances schizophrènes et fascistes.

<http://peakoildebunked.blogspot.com/2005/10/122-colin-campbell-wrong-again.html>

Cette avalanche d'insultes a apparemment été déclenchée par la réévaluation des ressources qui a déplacé le pic de 2007 à 2010. Le mot *Pic* trouble sûrement ceux qui ne connaissent pas le sujet. Ce n'est pas un Mont Everest mais simplement le maximum d'une courbe lissée. D'autres confusions sont causées par la profusion des catégories de pétrole, s'épuisant à des rythmes différents. L'évaluation actuelle indique que la production de *pétrole régulier conventionnel* a passé son pic en 2004, tandis que les projections « tout liquides », obtenues par somme des évaluations par pays (hors facteur de raffinage), sont les suivantes :

2000	74,2 Mb/d	2006	81,7 Mb/d	2012	82,3 Mb/d	2018	71,9 Mb/d
2002	73,4	2008	83,6	2014	79,4	2020	68,6
2004	79,6	2010	84,5	2016	75,9	2022	65,0

Il est évident qu'un changement mineur des données initiales, ou des hypothèses de modélisation, peut décaler le maximum (*Pic*) d'une année ou deux, dans un sens ou l'autre, sans invalider le propos général. Nous savons que les estimations sont fausses du fait que les données publiées sont épouvantablement peu fiables. La question est *De combien?* et *Sur quelles preuves?* Si nous avons omis l'impact du Crétacé au Soudan ou des formations deltaïques de Sumatra, veuillez nous le faire savoir. Il faut noter au passage que si la production du Moyen-Orient devait être augmentée au-delà des prévisions actuelles, il s'en suivrait simplement un pic plus haut et peut-être plus tôt, suivi d'un déclin plus accentué.

Au cours d'un autre incident, Jack Zagar, donnant une conférence sur le *Pic Pétrolier* devant la Société des Ingénieurs Pétroliers à Genève, fut confronté à un membre de l'audience accusant l'ASPO de soutenir une conspiration politique pour justifier l'invasion de l'Irak.

648. La nouvelle politique énergétique de l'Angleterre

Le gouvernement de Mr Blair ne peut plus nier le déclin du pétrole et du gaz britanniques, et annonce désormais qu'il envisage de retourner vers l'énergie nucléaire. Il est mentionné que les réserves étrangères de pétrole et de gaz sont « politiquement instables » sans préciser que cela est en partie dû à leurs agissements au Moyen-Orient, ni que cela ne résout pas les problèmes essentiels engendrés par la déplétion. L'option nucléaire sera impopulaire auprès de nombreuses personnes et constitue donc une décision difficile. Une récession économique majeure, déclenchée par une pénurie grandissante et des prix élevés du pétrole et du gaz, pourrait survenir bien avant que le nouveau parc nucléaire soit opérationnel, en rappelant que sa construction nécessite elle-même beaucoup d'énergie conventionnelle. Une récession profonde et prolongée devrait engendrer un mode de vie plus austère par lequel la demande énergétique baissera.

649. La descente énergétique

Maintenant que le *Pic de Pétrole* est largement reconnu, les attentions se tournent vers les réactions et les réponses, au niveau national mais aussi au niveau local, plus important encore. Rob Hopkins, qui a lancé le Plan d'Action pour la Descente Énergétique et fut à l'initiative de la conférence « Alimenter le futur », au mois de juin, a mis en place un nouveau site web, **Culture de transition – une exploration évolutive dans l'esprit, le cœur et les mains de la descente énergétique**. Il s'agit d'un endroit où seront publiés des résultats de recherches, des ressources utiles et des liens. Le site contient également un grand nombre de critiques de livres, d'articles et d'autres informations éphémères, dont une version .pdf du Plan d'Action pour la Descente Énergétique, de Kinsale (Irlande). Si vous vous intéressez aux stratégies créatives pour la mitigation du Pic et aux communautés qui s'y préparent, www.transitionculture.org constituera un compagnon indispensable pour votre voyage.

650. Critique de la Prospective Énergétique Mondiale de l'AIE

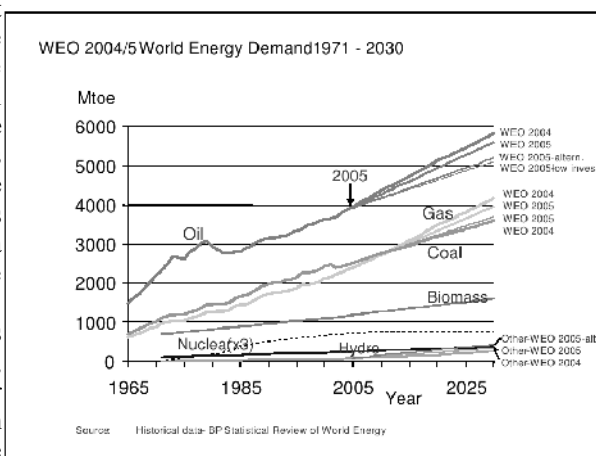
Jörg Schindler et Werner Zittel de LB-Systemtechnik à Munich nous présentent ci-dessous une critique de la dernière Prospective Énergétique Mondiale de l'AIE.

Tous les deux ans, l'Agence Internationale à l'Énergie (AIE) publie une étude qui prévoit le développement de la consommation énergétique mondiale pour les 20 à 30 années qui suivent. La dernière parution de la « Prospective Énergétique Mondiale » (World Energy Outlook 2004) prévoyait un fort accroissement de la consommation d'énergie et de pétrole, avec un taux de croissance d'environ 1,6 % par an. Rompant avec son rythme bisannuel, l'AIE vient de publier un numéro spécial en 2005, qui couvre la période allant jusqu'en 2030. La raison probable de cette parution inattendue fut la hausse sans précédent des prix du pétrole l'an passé, qui inquiète fortement le public.

Le **Scénario de référence** expose ce qui est dépeint comme le développement le plus probable des marchés de l'énergie jusqu'en 2030, tel que le prévoit l'AIE. Deux autres scénarii complémentaires sont envisagés : un **Scénario de faible investissement** (si l'investissement dans les activités en amont est beaucoup plus faible que prévu), et un **Scénario alternatif** (si des mesures politiques sont mises en place pour diminuer la demande en énergie). Pour plus de détails, se reporter au graphique 1.

Ces scénarii prennent également en compte les énergies renouvelables. Les énergies solaires, éoliennes et géothermiques augmenteront leur contribution au **Scénario de référence** jusqu'en 2030, pour fournir 2 % de l'offre en énergie primaire, tandis que dans le **Scénario alternatif**, elles élèvent leur contribution en 2030 de 30 %, avec une part de 2,6 %.

Face à la hausse attendue de la demande en pétrole et en gaz d'ici 2030, l'AIE se demande d'où pourraient venir les nécessaires capacités complémentaires en amont, et elle pense que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont un potentiel d'augmentation important. Selon l'AIE, ces pays ont toujours d'importantes réserves,



qui satisferont la demande future. Mais on nous avertit : les réserves connues étant limitées, la croissance dépendra donc de futures découvertes importantes. Si elles n'ont pas lieu, la production mondiale de pétrole atteindrait son maximum avant 2030. En d'autres termes, à l'inverse de l'exposé initial, les réserves connues de ces pays ne constituent pas une base suffisante pour les augmentations de production projetées. On nous donne cependant l'impression que les accroissements de capacité prévus sont faisables. Le **Scénario alternatif** évoque lui les réductions de la hausse de la demande par des mesures politiques. L'AIE pense qu'elles sont possibles et souhaitables, même si les effets sur la demande sont minimes, avec une réduction de moins de 10 %.

Selon l'AIE, la consommation d'énergie dans les pays producteurs de pétrole et de gaz au Moyen-Orient et en Afrique du Nord augmentera à cause de la hausse de leurs populations. Cependant, cette pression supplémentaire sur la demande doit les inciter à augmenter la production, ce qui, par un drôle de raisonnement, est décrit comme accroissant la capacité nette d'export de ces pays – une conclusion qui ne sera probablement pas partagée par de nombreuses personnes.

Pour augmenter la production de ces pays il sera indispensable d'accroître les investissements en exploration et en production. Selon le rapport, il est nécessaire de doubler les budgets actuels.

Après avoir décrit les conditions d'une expansion de l'offre, l'AIE évoque les problèmes possibles. Elle suggère que si ces pays ne veulent pas tirer leurs investissements vers le haut ou n'en sont pas capables, il leur faudra avoir recours à des capitaux étrangers.

Un second problème mentionné par l'AIE est le peu de confiance que l'on peut accorder aux données, qui forment la base des calculs et conclusions du rapport : « *Les incertitudes sur la taille des réserves et sur leur vrai coût de développement font douter des perspectives du marché pétrolier et accroissent les inquiétudes sur des coûts et des prix plus élevés à l'avenir* ».

Puis, de manière inattendue, l'AIE émet des doutes sur la faisabilité d'accroître l'offre pétrolière à l'avenir. Malgré tout, au lieu de parler du problème des réserves inadéquates ou incertaines, elle se concentre sur le problème des investissements insuffisants.

L'AIE insiste sur le fait que l'augmentation de production, qui requiert d'énormes investissements, est dans l'intérêt des pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. On y soutient que des investissements plus élevés créeront des revenus plus considérables pour ces pays. Ce résultat est obtenu en présumant de divers prix du pétrole pour des extensions de capacité faible ou importante (voir graphique 2). Les niveaux de prix supposés menant à ce résultat sont bien en dessous des prix actuels sur les marchés, et sont complètement arbitraires. A l'évidence, l'AIE cherche à essayer de convaincre les pays de l'OPEP que des investissements énormes en exploration et production pétrolière sont dans leur meilleur intérêt.

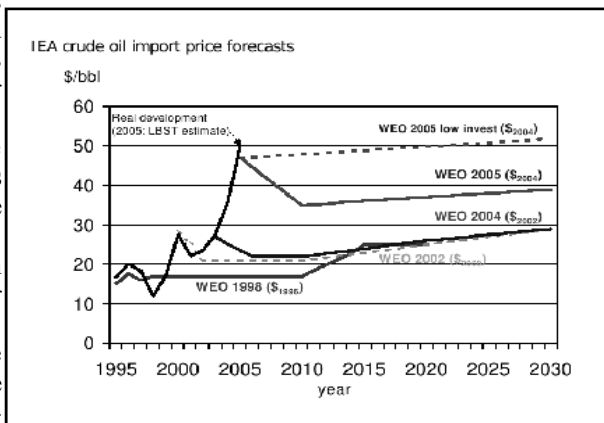
Il reste à voir si ces arguments convaincront les pays de l'OPEP. On ne peut qu'être sceptique, au vu des expériences qu'ont eu ces pays ces dernières années, quand ils virent les prix s'élever bien au-delà de leur fourchette de prix des 22 à 28 \$. Cela n'a pas mené à une baisse de la demande de pétrole et n'a pas eu d'effets dramatiques sur les économies mondiales, contrairement à ce que prédisaient les sources occidentales. A ce propos, actuellement aucun de ces pays ne semble être en mesure d'accroître suffisamment l'offre pour contrôler les prix du pétrole brut.

Reste à savoir pourquoi l'AIE publie cette nouvelle Prospective Énergétique Mondiale seulement un an après le dernier rapport. Croit-elle que ses scénarii sont si improbables que seuls les arguments massifs de ce rapport supplémentaire pourraient créer les conditions requises ?

Les principaux messages de la Prospective Énergétique Mondiale 2005 sont les suivants :

- Les réserves de pétrole du monde suffiront à satisfaire une croissance de la demande importante jusqu'en 2030, si les investissements nécessaires sont réalisés. S'ils sont accomplis, il n'y aura pas de problème de « Pic du Pétrole » avant 2030.
- La principale différence avec les rapports précédents est l'accroissement considérable qu'on prévoit pour les prix d'importation d'ici 2030. Ce choix de terme peut nous amener à conclure que l'AIE considère le **Scénario de faible investissement** (qui projette une hausse des prix des imports pétroliers à 52 \$ le baril d'ici 2030) comme le plus probable, et non pas le **Scénario de référence**.
- Les énergies renouvelables ne constitueront pas une portion significative du marché dans les 25 ans à venir.

Le rôle négligeable attribué aux énergies renouvelables par l'AIE même dans le long terme constitue une tentative évidente d'influencer les politiques énergétiques des gouvernements, une position fortement critiquée, particulièrement en Europe. Pourquoi l'AIE ne cherche-t-elle pas à savoir quel effet aurait un niveau d'investissement dans les renouvelables équivalent à celui de l'industrie pétrolière ? Il semble que des intérêts particuliers influencent les conclusions de l'AIE.



Des questions fondamentales, et selon nous bien plus importantes, ne sont pas abordées par l'AIE, plus particulièrement :

- (i) Les hausses de production au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont-elles réellement possibles même en doublant les investissements ? On peut en douter, compte tenu de la taille, la structure, l'âge et le niveau d'épuisement des champs en production.
- (ii) Est-il vraiment dans l'intérêt des pays producteurs et consommateurs de pétrole de continuer à augmenter la production ? Cela mènerait à une production maximale plus élevée, qui serait nécessairement suivie par un déclin plus accentué. Comme la quantité récupérable ultime est fixe, on ne peut influencer sur la durée que le profil de production. La transition inévitable du pétrole aux énergies renouvelables n'en sera pas rendue plus simple, et les problèmes énergétiques seront accrus.

Il se peut que ces questions ne sont pas abordées par l'AIE car elles déclencherait une discussion bien différente.

651. Le protocole de la déplétion du pétrole

L'intérêt pour le protocole de la déplétion du pétrole (la référence à la conférence de Rimini a été supprimée) gagne du terrain, avec un nouvel intérêt au Canada (voir le CACOR www.cacor.ca).

652. Rapport de ASPO-Australie

Comme le rapport qui suit le confirme, ASPO-AUSTRALIE est en service :

Pendant une visite intensive à Perth et Brisbane, le président de l'ASPO, le professeur Kjell Aleklett a trouvé le temps de lancer ASPO-Australie pendant une conférence de presse tenue au Club Automobile Royal de l'Australie Occidentale.

L'organisateur, Bruce Robinson, a dit que l'ASPO-Australie est en train d'établir un réseau impliquant des professionnels intéressés travaillant dans les nombreux secteurs affectés par le Pic de Pétrole. ASPO-Australie est également en train d'installer un certain nombre de groupes de travail pour aider les gens à se concentrer sur l'impact du Pic de Pétrole dans des secteurs spécifiques, et sur les stratégies appropriées de réduction et d'adaptation.

Les secteurs couverts jusqu'ici incluent l'industrie de la finance, les services sociaux, l'industrie du bâtiment, la santé, le mouvement de conservation d'énergie, les médias et communications, les communautés isolées et indigènes, les transports, les sciences économiques et l'industrie du pétrole et du gaz, aussi bien que des groupes dans la plupart des grandes villes. Le site Internet fonctionne bien et est en train de s'étoffer (www.ASPO-Australia.org.au).

Pendant sa visite, le professeur Aleklett a donné trois principales conférences publiques très suivies, à l'Université d'Australie Occidentale, à l'Institut Australien de l'Énergie à Perth, et à l'Institut de Brisbane. Il a également donné un certain nombre de briefings à des fonctionnaires, à des hommes politiques, au Club Automobile Royal d'Australie Occidentale, à des hommes d'affaires et à des professionnels de l'énergie. Les audiences ont inclus trois ministres de l'Australie Occidentale, deux « ministres » de l'opposition et un certain nombre d'autres parlementaires. Il a bénéficié d'une couverture média (presse et radio) modeste mais nationale. Par coïncidence, notre réseau national de télévision a également programmé une émission sur le Pic de Pétrole, comportant un président d'une compagnie pétrolière locale qui suggère que le Pic de Pétrole est imminent (www.abc.net.au/catalyst/stories/s1515141.htm).

Calendrier des conférences et réunions futures

Les membres de l'ASPO et associés [entre crochets] traiteront le sujet du Pic Pétrolier aux conférences et réunions suivantes :

1 ^{er} décembre	Minergie, Berne , Suisse [Zittel]
6 décembre	Le Pic de Pétrole. CEMUS, Université d' Uppsala , Suède [Campbell]
14 décembre	L'Irlande dans la seconde moitié de l'ère du pétrole, ICA, Schull , Irlande [Campbell]
2006	
19 janvier	L'Irlande dans la seconde moitié de l'ère du pétrole, Inst Transport, Dublin [Campbell]
2-4 avril	La réponse de l'Irlande au Pic de Pétrole, Dublin [Campbell]
20-24 avril	Le Pic de Pétrole, Limerick University, Limerick , Irlande [Campbell]
(Toute information à inclure dans le bulletin est la bienvenue)	

Note

Ce bulletin d'information est produit et distribué par ASPO IRELAND pour lecture par les membres de l'ASPO et les autres. Il est distribué à environ 2000 personnes et est reproduit sur de nombreux sites internet. **Permission est expressément donnée de reproduire ce bulletin d'information, avec mention de l'auteur.**

Compilé par C.J.Campbell, Staball Hill, Ballydehob, Co. Cork, Irlande